

Remue méninges
19 Mars 2022
Contribution de Jean Claude Henrard

CHOISIR DES THEMES POUR INSTAURER UN DEBAT

Afin que les membres du Cercle Condorcet de Paris s'impliquent plus dans la vie du Cercle nous proposons un premier « remue-méninges » en partant de la crise sanitaire que nous vivons depuis 2 ans. Cette crise par sa durée, son extension et ses conséquences donne une vision du point de bascule où se trouve le monde actuel et notamment la société française, soulevant de nombreux questionnements et enjeux dont certains peuvent être mis à l'ordre du jour de la réflexion du Cercle.

La crise sanitaire

Il faut souligner au préalable que cette crise sanitaire s'inscrit dans une suite de crises. Rappelons-en très brièvement l'évolution et les principaux effets.

Après avoir déclarée à la fin du mois de janvier 2020, une situation d'urgence de santé publique internationale, le 11 mars l'OMS déclare une pandémie.

Au printemps 2020, partout dans le monde, dans un état d'urgence, des mesures sans précédent ont été prises de manière plus ou moins sévère par les autorités nationales, telles que fermeture des frontières pour éviter les cas importés, interdiction de voyager, fermeture de sites commerciaux non essentiels et des services éducatifs (jardins d'enfants, écoles et universités), interdiction des rassemblements, télétravail au domicile, restriction des déplacements et confinement au domicile. Les gouvernements qui ont connu et appris des précédentes épidémies liées à des coronavirus et qui, comme ceux de la Corée du Sud, de Singapour, de Taïwan, de Nouvelle Zélande, d'Australie, surveillent ce qui se passe en Chine géographiquement proche, seront ceux les mieux préparés à anticiper et gérer la crise due à ce nouveau coronavirus. La plupart des pays occidentaux ayant été peu touchés ne l'ont pas anticipée. L'Europe dans son ensemble sera de loin la zone la plus touchée.

Par la suite la pandémie évolue par vagues touchant sévèrement, après l'Europe, les pays d'Amérique notamment ceux où les mesures barrières ne sont pas respectées et les territoires où les personnes sont peu vaccinées car, la vaccination a démarré à la toute fin 2020. On retrouve de telles disparités entre pays européens, les pays du Sud étant les plus vaccinés La région d'Afrique est restée peu touchée.

Au niveau mondial, on observe d'importantes différences dans les mesures prises allant, par exemple, du confinement de la population le plus rigoureux (soit autoritaire avec contrôle numérique en Chine soit avec adhésion de la population en Nouvelle-Zélande), à l'appel au volontariat plutôt qu'à des mesures obligatoires (Suède). Les puissances mondiales se sont posées en rivales sur la question des vaccins anti-Covid, les intérêts nationaux reprenant le dessus sur le multilatéralisme pourtant prôné par l'OMS, dès le printemps 2020, tout comme un accès égal à la vaccination pour l'ensemble du monde, créant le mécanisme Covax pour rendre cela possible. Face à des pays occidentaux se repliant sur eux-mêmes, le "soft power" chinois a tissé un peu plus sa toile en comblant leur absence dans les pays en développement. Quant au vaccin russe « Spoutnik » il rappelle la guerre froide.

Au niveau européen la santé étant de la responsabilité des Etats, le degré d'application et d'acceptation des mesures barrières, des restrictions et de la vaccination divergent considérablement d'un pays à l'autre, la mise en place de mesures paneuropéennes et de coordination des décisions nationales étant impossible. L'achat des vaccins par la Commission européenne a constitué une

heureuse exception mais la distribution n'a pas été univoque certains Etats ayant choisi d'autres vaccins que ceux promus par la commission.

Ses conséquences

Au niveau mondial, les effets de la pandémie se sont traduits par un arrêt brutal des échanges de biens et de circulation des personnes et aussi, par son instrumentalisation pour accroître le contrôle des populations notamment des opposants, dans les pays autocratiques.

Au niveau Français, la mise en place d'un état d'urgence sanitaire et la prise de décision en conseil de défense et de sécurité sanitaire ont réduit le rôle du conseil des Ministres, accentué le déséquilibre entre l'Exécutif et le Parlement, négligé d'associer aux décisions les élus et la société civile et ont conduit à interdire ou réduire la circulation des personnes et l'ouverture des établissements accueillant du public.

La politique pour faire face à la pandémie a témoigné de l'étendue de la crise organisationnelle : impréparation (réduction des moyens nécessaires à la protection de la population face aux menaces sanitaires graves), pénurie de moyens, (déficit *en* lits de réanimation, en personnels soignants, en laboratoires de séquençage du génome viral), dépendance vis-à-vis de l'étranger pour l'approvisionnement en médicaments, en respirateurs et en vaccins ; déficits logistiques et blocages administratifs avec un fonctionnement en silos ; communication gouvernementale trop souvent erratique et infantilisante, générant un déficit de confiance aggravé par les réseaux sociaux porteurs de fausses informations et par la communication souvent apocalyptique des grands media.

En revanche, le retour de l'Etat s'est traduit par un soutien aux entreprises, à des secteurs entiers et à la population mise en arrêt de travail partiel ou total, quoiqu'il en coûte. Les personnels soignants mis à forte mobilisation ont pu retrouver une part de leur autonomie dans l'exercice de leur pratique du fait du desserrement du management public mais, à la longue ils ont connu un certain épuisement qui a contribué à des démissions et de l'absentéisme.

L'organisation de la vie quotidienne au travail et dans le système éducatif, de la consommation et de la vie même ont été profondément transformés, le développement des outils et des entreprises du numérique ajoutant une dimension supplémentaire aux disparités sociales. En effet, toutes les personnes ne sont pas affectées de la même manière, n'ont pas accès aux mêmes informations, ni aux mêmes services, possèdent des ressources inégales face à l'épidémie ou à ses conséquences.

Le confinement a montré l'importance du maintien du lien social notamment chez les jeunes et chez les personnes vivant seul souvent victimes de dépression a entraîné une montée des violences domestiques, a révélé le travail des personnes « premiers de corvée » et a confirmé l'importance du rôle des enseignants dans le système éducatif. Enfin, on a assisté à des migrations vers les villes moyennes ou les campagnes.

Une minorité de la population a montré sa défiance à l'égard des politiques, des scientifiques et des grands media souvent alimentée de fausses informations voire de complotisme par les réseaux sociaux en refusant, parfois avec violence, de suivre les mesures prises.

Des questionnements

- Comment la crise doit-elle être interprétée, quelle est sa singularité et qu'a-t-elle de commun par rapport aux crises antérieures de toute nature, en termes de facteurs à l'origine, de conséquences

sociales, économiques, sociétales, de mesures gouvernementales, de rapports entre les citoyens et les élus, de vision du futur?

- Questionnement sur la place de la science en situation d'incertitude, par rapport à la décision politique, à l'information de la population et à son vécu Quel est l'apport des savoir-faire ?
- Questionnement sur l'information gouvernementale et des grands media dans la place prise par le traitement de la pandémie dans l'économie de l'attention par rapport aux autres évènements mondiaux ou nationaux et dans le choix des éléments présentés comme centraux. Quel rôle joué par l'information incontrôlée des réseaux sociaux ?
- Questionnement sur les changements observés dans le quotidien de la population sont-ils appelés à durer ou sont-ils un feu de paille ?
- Questionnement sur l'avenir du système de santé ou du seul futur de l'hospitalisation publique

Des enjeux pour le futur

La crise sanitaire que nous vivons à l'échelon planétaire est une opportunité pour aller vers la société qui vient ce qui soulève de nombreux enjeux

- Enjeu du sens donné à la crise : la situer dans une suite de crises durables imbriquées de nature environnementale (réchauffement climatique, diminution de la biodiversité, zoonoses transmises à l'homme) économique, sociale, migratoire, terroriste, technologique permet de la percevoir comme un point de basculement d'une époque à une autre avec remise en cause de quatre coupures traditionnelles entre nature et culture, entre sciences de la vie et de la terre et sciences sociales, entre temps de la société et temps de la terre, entre nature qui ne bouge pas (elle est en train de basculer) et les humains qui la font évoluer.

Ainsi peut-on comprendre que la crise écologique est la plus importante, donnant déjà lieu à des réfugiés climatiques et masquant ou masquée par des crises imbriquées. A son origine le modèle productiviste destructeur pour l'environnement soumet l'homme aux forces impersonnelles du marché dont la perversion comme la financiarisation de l'économie est à l'origine de la crise économique de 2008 ; en outre, l'usage immodéré des technologies sur la planète est à l'origine d'accidents nucléaires. Ce modèle génère une logique de croissance infinie avec la consommation toujours plus sans souci des laissés pour compte (chômeurs, travailleurs pauvres) et de protection de l'environnement. Il s'accompagne d'un ébranlement de l'autonomie politique, les acteurs économiques échappant au contrôle des gouvernements (paradis fiscaux) d'où un affaiblissement de la démocratie par perte de confiance dans les personnels politiques avec des conséquences sociales (gilets jaunes) et la montée des populismes. Les conséquences de ce dernier sont le repli identitaire sur tous les continents et le rejet des minorités d'origine africaine, religieuses allant parfois jusqu'à leur internement (Ouïghour) ou leur massacre (musulmans en Inde, en Birmanie).

Les jeunes générations sensibilisées au changement climatique se mobilisent, au niveau mondial, plus dans des mouvements associatifs que dans les partis politiques (grève scolaire pour le climat en septembre 2018, défilé de plus de 1,4 million de jeunes dans 125 pays et 2083 villes le 15 mars 2019).

- Enjeu de mise en œuvre de mesures pour faire face à la crise environnementale et construire un futur pour l'humanité. Cela soulève de nombreux problèmes.
 - Comment obtenir une coopération internationale pour répondre à la crise climatique ?

- Quels mots pour convaincre la population de changer de comportements, passer du modèle productiviste de consommation toujours plus à un modèle de « sobriété heureuse » ?

Bruno Latour propose **prospérité** (vivre dans un monde où le ciel est bleu, l'air respirable etc...) **habitabilité** (de quoi avons--nous vraiment besoin pour vivre ? de quoi dépend notre sécurité ? quelles sont les activités indispensables à l'épanouissement humain et à la société dans son ensemble ? Quels biens communs et activités sociales doivent être protégés des logiques de marché ? Comment réduire nos dépendances et garantir notre résilience face aux menaces et aux risques du 21^e siècle ?) **dépendance** (les hommes sont dépendant de tous les êtres vivants).

Donner des exemples positifs d'action, montrer les bénéfices personnels et des évolutions positives dans les entreprises et les politiques publiques peut éviter le sentiment d'impuissance.

- Quel retour de l'Etat avec plus de solutions collectives et moins de marché, plus d'égalité et de solidarité, une défense des intérêts des travailleurs et des gens aux revenus modestes.

- Comment obtenir une transition énergétique qui combine l'action de l'Etat avec les entreprises et les partenaires sociaux dans tous les secteurs concernés (production d'énergie, transports, chauffage, transformation pétrochimique, mode de consommation) en respectant l'inquiétude des gens et une gestion

- Enjeu de l'information, nécessité de la pluralité, d'un secteur public, importance du rôle des correspondants scientifiques intermédiaires entre les scientifiques et le grand public
- Enjeu de la démocratie comment introduire plus de démocratie délibérative et participative ? Comment respecter la liberté individuelle face à la protection collective notamment des plus fragiles, notamment lors des crises qui donnent lieu à un état d'urgence prolongé qui limite les libertés et affaiblit la séparation des pouvoirs ?